



## Résumé

Dans le cadre de la consultation menée par le gouvernement du Québec (MAPAQ) sur la politique bioalimentaire, le groupe Aliments d'ici, qui s'était déjà prononcé en avril 2007 dans le cadre de la **Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois**, veut, par la présente :

- réaffirmer ses préoccupations, commentaires et propositions contenus dans son mémoire de 2007;
- saluer les initiatives déjà prises depuis, en particulier le programme de valorisation Aliments du Québec, dans la mesure où ces initiatives vont dans le sens d'une agriculture de proximité propre, saine et diversifiée;
- souligner son inquiétude face à une vision trop axée sur l'économie et pas assez sur l'action citoyenne;
- appuyer le MANIFESTE DU CITOYEN-MANGEUR produit par le groupe Équiterre ;
- proposer la mise sur pied d'un programme de soutien à l'agriculture urbaine et citoyenne.

## **Mission et historique**

Aliments d'ici est un comité de recherche et de mise en pratique d'alternatives pour se nourrir de manière locale, saine et abordable.

Membres du Groupe de Recherche d'Intérêt Public de l'UQAM (GRIP-UQAM), nos activités visent le partage de connaissances, la sensibilisation, l'action collective et la solidarité ville-campagne.

Fondé en 2006, Aliments d'ici est composé de comités qui organisent les activités suivantes :

- Groupe d'achats collectifs (aliments biologiques locaux)
- Visites de fermes (bénévolat à la ferme)
- Partage de recettes et cuisines collectives
- Transformation alimentaire (conserves, déshydratation...)
- Ateliers pratiques (pain, germination, etc.)
- Événement annuel « Vivre à l'échelle locale »
- Outils d'information (livre de recettes, recueil, site web)

## **Coordonnées :**

<http://alimentsdici.info>  
[alimentsdici@yahoo.ca](mailto:alimentsdici@yahoo.ca)

## **Programme de soutien à l'agriculture urbaine et citoyenne**

Considérant que :

- De plus en plus de citoyens, préoccupés par une alimentation saine et de qualité, sont désireux d'intégrer à leur mode de vie la pratique de l'agriculture à petite échelle;
- Des modèles diversifiés sont apparus au cours des années (jardins collectifs, culture en bac sur les balcons, sur les toits, ruelles vertes, petits élevages...) qui s'ajoutent à ceux qui existaient déjà (jardins communautaires ou aménagements privés);
- Cette agriculture urbaine de type citoyenne n'étant pas une activité à caractère économique uniquement, donc difficile à quantifier, l'actuel projet de politique, axé sur le produit, le marché et les entreprises, n'en tient nullement compte;
- De nombreux organismes qui luttent contre la pauvreté et la précarité sociale proposent des initiatives de développement de l'autonomie par la pratique de l'agriculture urbaine et la mise en place de marchés de proximité et de groupes d'achat;
- La vision qui se trouve au cœur du livre vert risque de créer deux classes de citoyens-mangeurs, selon leur niveau de revenu, certains ayant la possibilité d'accéder à une alimentation de proximité saine et diversifiée, de contribuer à la protection de l'environnement et de la biodiversité ainsi qu'à l'occupation dynamique du territoire, alors que d'autres, à la merci des grands marchés d'alimentation et de l'industrie agroalimentaire, se trouvent contraints de choisir les moins pires produits possible en fonction de leur budget;
- Le Québec dispose, à proximité des lieux d'habitation, d'un énorme potentiel inexploité et ce, autant dans les grands centres urbains, les banlieues et même dans les plus petites municipalités;

- Différentes initiatives menées ici comme ailleurs et à petite échelle permettent de développer des techniques et des pratiques innovatrices, adaptées et efficaces;
- Les initiatives dans ce domaine se développent à une telle vitesse au Québec et ailleurs dans le monde, nous pensons que l'État ne devrait pas être « à la traîne » mais au contraire se poser en facilitateur.

Le groupe Aliments d'ici propose la mise sur pied d'un programme d'appui à l'agriculture urbaine et citoyenne.

Ce programme devrait :

- Disposer de budgets suffisants et progressifs au fur et à mesure que les projets et les initiatives se développeront;
- Afin de s'assurer qu'il soutiendra en priorité les initiatives citoyennes et la concertation locale, être sous la responsabilité des municipalités ou des arrondissements, sur le modèle des programmes comme *Villes et villages d'art et de patrimoine* ou *Villes et villages en santé*;
- Comprendre un volet recherche et innovation qui soit directement accessible aux groupes, associations et institutions d'enseignement.

Les municipalités ou arrondissements, poussés par des initiatives citoyennes, pourraient engager ou financer l'embauche dans les organismes communautaires de personnel permanent afin de promouvoir, planifier, soutenir et développer ces initiatives. Du personnel de saison pourrait s'ajouter pendant les beaux jours, projets étudiants ou d'intégration, par exemple, pour supporter directement l'effort des citoyens : préparations, semis, transplantations, désherbage, récoltes... Les municipalités ou arrondissements pourraient fournir des outils, de l'équipement, de l'expertise. Les surplus produits par les citoyens pourraient être écoulés localement et les fonds en partie réinvestis dans le développement des projets. Les groupes, associations et institutions d'enseignement désireuses de s'engager dans la recherche et l'innovation pourraient de leur côté avoir recours à un programme adapté où ils ne seraient pas en concurrence, dans la même enveloppe budgétaire, avec les grandes entreprises du secteur agroalimentaire. Des échanges entre villes, villages, régions, et même avec des groupes à l'extérieur du Québec devraient également pouvoir bénéficier de soutien financier et organisationnel dans le cadre de ce programme.

Nous pensons que les fonds nécessaires à un tel programme sont relativement modestes compte tenu des sommes considérables que le gouvernement du Québec investit chaque année dans le secteur. Le réaménagement possible des budgets dans le cadre de la nouvelle politique devrait pouvoir permettre au gouvernement de trouver le budget nécessaire à la mise sur pied de ce programme à même les fonds existants. Nous pensons également que l'engagement du gouvernement dans un tel programme démontrerait qu'il n'est pas intéressé uniquement par l'aspect économique et que son livre vert est plus qu'un plan d'affaires pour le secteur bioalimentaire!